

FIGARO  
5 juillet 94

# La « solution finale » du préfet de Kibuye

A l'ouest du Rwanda, dans une région vide de tout rebelle, le représentant du « gouvernement intérimaire » a planifié l'élimination de dizaines de milliers de Tutsis et d'opposants hutus.

Pro. Ex 108 2.  
JETA-95-1-5  
18. November 1997

**KIBUYE :**  
de notre envoyé spécial  
**Patrick de SAINT-EXUPÉRY**

C'est un petit village isolé en bordure du lac Kivu, tout près du canton de Mabanza. Ici, des dizaines de maisons ont été brûlées mais on ne trouve trace d'aucun corps. « Les maisons détruites, ce sont celles des Tutsis », reconnaît le bourgmestre de Mabanza, Ignace Bagilishema. Que sont-ils devenus ? « Je ne sais pas », répond le bourgmestre. Ils ont sans doute traversé le lac Kivu sur leurs bateaux pour se réfugier de l'autre côté, au Zaïre. »

Le bourgmestre ment. Il sait parfaitement ce qui est arrivé aux 2 000 Tutsis de cette petite région. Début avril, après l'incendie des maisons et une chasse à l'homme de plusieurs jours, les autorités ont rassemblé à Mabanza des centaines de réfugiés. Des dizaines de témoins les ont vus errer dans ce petit bourg, première étape sur le chemin de la mort.

Les Tutsis sont restés pendant une semaine dans la commune de Mabanza. Le soir, des miliciens s'emparaient régulièrement de quelques Tutsis pour les tuer. Impossible pourtant de faire avouer le bourgmestre. Il vient de s'enfuir. Quelques minutes auparavant, il était là, à côté, engoncé dans son costume crème et sa chemise rose, suant d'angoisse. Mais, tout d'un coup, pris de panique, il a disparu. Les questions devenaient trop précises et trop gênantes.

Au bout d'une semaine, en effet, les réfugiés ont été à nouveau déplacés. Vers la préfecture de Kibuye, deuxième étape du chemin de la mort.

Encadrée par des soldats et des miliciens, la longue cohorte a quitté Mabanza pour rejoindre la préfecture de Kibuye. Ils étaient alors près de 3 000 : hommes, femmes et enfants mêlés. A leur arrivée à Kibuye, à la mi-avril, plusieurs ont demandé asile à la mission catholique. Une religieuse de Kibuye raconte : « Le préfet avait donné des ordres. Ses hommes étaient là, autour de la mission, et interceptaient ceux qui voulaient

s'abriter à la mission. Les hommes du préfet disaient qu'ils étaient venus « nous protéger ». Ils expliquaient aussi aux réfugiés qu'il serait plus facile de les protéger dans l'église et que, donc, ils devaient se rassembler là-bas. »

La sœur poursuit : « L'église a été pleine rapidement. Il y avait près de 4 000 personnes. Le préfet a alors désigné un deuxième point de rassemblement : le terrain de football. En quelques jours, là aussi, il y a eu une foule énorme : plus de 3 000 Tutsis. Le 17 avril, nous avons entendu des rafales de kalachnikov venant de l'église et du stade. » L'extermination commençait...

Aujourd'hui, il ne reste plus guère de traces de la « solution finale ». Le sol et les murs de l'église de Kibuye ont été lavés à grandes eaux. Comme indices visibles, il ne reste que deux fosses communes que la végétation n'a pas eu le temps de recouvrir : l'une à l'entrée de l'église, l'autre derrière. Mais d'autres détails sont autant de

planifiée. De cela, des hommes sont responsables. A la base, il y a ces masses de pauvres paysans hutus manipulés et endoctrinés depuis des années par un régime devenu littéralement paranoïaque. Au sommet, il y a les dirigeants hutus qui, pour garder leur pouvoir, ont sciemment allumé les feux de la haine ethnique.

## « Il a les mains rouges de sang »

Le préfet de la région de Kibuye est un de ces hommes. Clément Kayishama a 37 ans et il est médecin de formation. Mince et toujours bien habillé, ses anciens amis le décrivent comme aimant « beaucoup la bière et les femmes ». « Quand il boit trop, précise l'un, il devient fou. » Les Hutus modérés de Kibuye sont nombreux à ne pas comprendre « pourquoi il veut tuer tous les Tutsis ». Simple constat donc : « Sa haine est terrible. Il a les mains rouges de sang. C'est lui le

n'étaient plus que 800. Les vertes collines étaient couvertes de cadavres.

Dès le 13 avril, Eric dit avoir vu le préfet Kayishama participer aux massacres : « Ce jour, il a lui-même tiré sur les gens. Il était accompagné d'une troupe de 500 miliciens. Il avait un fusil de chasse et il tirait sur tout ce qui bougeait : hommes, femmes et enfants. L'assaut a duré deux heures. Il y avait déjà plusieurs jours qu'ils brûlaient nos maisons. Mais c'est la première fois qu'ils organisaient une battue. »

Eric poursuit : « Le lundi 20 juin, le préfet de Kibuye est revenu avec les miliciens. C'est lui qui donnait les ordres, c'est lui qui dirigeait les tueurs. A partir de ce jour-là, les choses ont encore devenues plus difficiles. Comme si le préfet avait décidé d'en finir. »

D'un coup, la « chasse aux Tutsis » s'est organisée. Le 21 juin, trois groupes de « chasseurs » sont mis en place. Comprenant chacun une dizaine de militaires rwandais en uniforme et 150 miliciens, ces trois groupes encerclent la colline de Bisesero : « Avant, on pouvait espérer fuir. Mais là, conclut Eric, le préfet nous avait pris au piège. »

Un autre rescapé des collines de Bisesero, Tite Kayihura, témoigne d'un second massacre supervisé par le préfet de Kibuye : « L'abbé Marcel, un Hutu, nous avait accueilli, nous les Tutsis, dans son église de Mubuga. Nous étions plusieurs centaines de réfugiés. Le 16 avril, le préfet de Kibuye est arrivé. Le père Marcel l'avait appelé pour lui demander de nous protéger. » Tite surprend alors un sinistre dialogue entre le préfet et le père Marcel :

« Vous, le prêtre, partez ! Les autres doivent mourir. »

« Mais ces gens sont chrétiens ! Comme vous, comme moi... »

« C'est un ordre du gouvernement ! »

« Vous n'allez pas faire couler le sang de ces catholiques. Et dans une église ! »

Les hommes du préfet empoignent alors le père Marcel et l'embarquent sur un camion. A genoux et en pleurs, le prêtre supplie qu'on laisse la vie sauve à ses protégés. Le lendemain,

vendredi 17 avril, les milices déclenchent le massacre. Tite s'échappe de justesse.

Atianase Kafigita est Hutu et insulteur dans le village de Nyagurati. Sans remords, il se réclame du camp des tueurs. Il dit : « J'avais 80 enfants en première année à l'école, il en reste 25. Tous les autres, on les a tués ou ils sont en fuite. » Il parle d'enfants tutsis, bien sûr. Son ami, l'un des deux policiers de ce village de 600 habitants, explique : « On avait des ordres. Les autorités nous ont expliqué que tous les Tutsis étaient les complices des rebelles. Mon chef m'a dit qu'il fallait tous les tuer, c'est normal. » Le policier ajoute : « Comme preuve de la culpabilité des Tutsis, le préfet de Kibuye m'a montré des documents. Il est venu ici vérifier comment ça se passait. Il m'a dit que j'avais fait du bon travail. »

Au moins soixante habitants de Nyagurati ont été assassinés : un sur dix.

Qu'ils soient Hutus ou Tutsis, leurs survivants, tous les témoins donnent le rôle principal au préfet de Kibuye. Le nom du docteur Clément Kayishama revient comme le refrain d'un hymne mortuaire.

## Rôle principal

Autre récit effarant, celui d'Ozias Nzambayire, un Hutu, qui pendant un an fut le chauffeur du préfet. Hutu modéré, Ozias cachait chez lui deux femmes - chacune de père tutsi et de mère hutu. « Fin avril, raconte l'ancien chauffeur, le préfet Kayishama m'a licencié. Quand je lui ai demandé pourquoi il m'a répondu qu'il savait que je cachais deux femmes tutsies. Il les voulait. Il m'a dit :

« Tu dois quitter ta maison avec ta femme et les deux Tutsies pour venir chez moi. J'ai refusé. J'avais peur qu'il nous tue. Mon épouse pleurait : « Nous devons attendre chez nous, même si on meurt. » Je suis donc resté. »

Ozias prend aussi conseil auprès du bourgmestre de Kibuye, Augustin Kanara, et du major de la gendarmerie, Monsieur Jabo. Ces deux hommes sont des Hutus modérés. Ils suggèrent à Ozias de cacher les Tutsies « dans le toit » de sa

maison parce que sinon « le préfet les tuera ».

Quelques jours plus tard, Ozias croise par hasard à Kibuye le préfet : « Il m'a demandé pourquoi je n'étais pas venu le voir. Je lui ai répondu que je n'avais plus de raison de le faire car les deux femmes tutsies étaient mortes. Ça l'a calmé. »

Mais, le préfet ne tarde pas à découvrir qu'Ozias lui a menti et que les deux femmes sont toujours vivantes. « Il m'a alors dénoncé aux autres autorités, ra-

donnant tout mon argent. Ils sont alors partis. »

Un mois plus tard, Ozias croise ses tortionnaires dans la rue : « On a discuté et je leur ai payé une bière. Je leur ai demandé qui les avait envoyés. Ils m'ont répondu que c'était le préfet. » Clément Kayishama n'en démord pas. Ces Tutsies, ces femmes qui échappent à son glaive, il les veut mortes : « J'ai appris que le préfet avait convoqué le lieutenant Pascal de la gendarmerie de Kibuye. Il lui a

Ozias conclut : « Si Pascal avait cru que les deux femmes étaient effectivement des tutsies ou des complices du FPR, il n'aurait pas hésité une seconde à les tuer. »

La preuve : la semaine dernière, et toujours sur ordre du préfet, le lieutenant Pascal a écrasé à coups de pierres la tête d'un administrateur de la commune voisine de Kayenze : « C'était un hutu, explique Ozias, mais le lieutenant Pascal avait été convaincu par le préfet que le malheureux fonctionnaire faisait partie de l'opposition, c'était donc un complice. Pour l'exemple, il l'a tué devant toute la population de la commune. »

## Une épuration sans fin

Une fois lancée, l'épuration et la chasse aux traîtres ne connaissent plus de fin. C'est un engrenage. Juste avant l'arrivée des militaires français à Kibuye, le préfet, un jour qu'il avait un verre dans le nez, a lancé dans un des bistros de sa ville : « Il faut tout nettoyer avant que les Français ne soient là. » Pour Ozias, qui assistait à la scène, le message était clair : « Le préfet voulait achever la liquidation des Tutsis pour que les Français ne trouvent aucun témoin. »

Aujourd'hui, Clément Kayishama, le sinistre médecin-préfet refuse tout contact avec les journalistes : « Je n'ai rien à dire. » Lorsqu'un des correspondants de presse insiste, le préfet, entouré de ses hommes de main, se contente de lancer un regard brûlant de haine. Pas d'ambiguïté dans son message implicite : à Kibuye, il est facile de mourir.

Les 250 soldats du Régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) sont basés à quelques mètres des locaux de la préfecture où se rend tous les jours Clément Kayishama. En dépit des appels à la création d'un tribunal international pour juger des crimes contre l'humanité commis au Rwanda, le préfet de Kibuye n'est pas près de se retrouver derrière les barreaux. Un officier supérieur a cet aveu tranquille : « Nous préférons négocier avec lui pour calmer ses miliciens. »

P. S.-E.

